10 JUIL 1962

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 25 mai 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 février 1952 fixant le règlement sur le recensement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, en vue de leur réquisition éventuelle pour les besoins des forces armées", a donné le 4 juin 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e mei 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 februari 1952 tot vaststelling van het reglement op de telling van motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig, met het oog op hun gebeurlijke opeising voor de krijgsmacht", heeft de 4e juni 1962 het volgend advies gegeven :

Le présent projet modifie si profondément l'arrêté royal du 15 février 1952 qu'il paraît préférable de remplacer cet arrêté par un arrêté nouveau. En effet, l'arrêté royal du 15 février 1952 contient 21 articles (les articles 22, 23 et 24 étant l'abrogatoire, l'entrée en vigueur et l'exécutoire); le projet remplace les articles 1er à 4 ainsi que l'article 20, abroge les articles 5 à 14 et modifie l'article 19. Seuls les articles 15, 16, 17, 18 et 21 restent inchangés.

La même observation vaut pour les annexes.

Cette façon de procéder se justifie d'autant plus qu'il s'agit d'un texte que les détenteurs de véhicules éventuellement requis doivent pouvoir consulter aisément sans devoir se référer à un texte antérieur relatif à un même objet.

L'intitulé de cet arrêté nouveau pourrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal fixant le règlement sur le recensement des véhicules automoteurs, remorques, semi-remorques et engins mécaniques en vue de leur réquisition éventuelle pour les besoins des forces armées".

\+ +

.../...

La loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires constitue, seule, le fondement légal du projet. Les alinéas 2 à 5 du préambule devraient donc être omis.

Le considérant n'est pas indispensable et peut dès lors être supprimé.

L'article 3 nouveau introduit dans l'arrêté le système qui fonctionne en fait.

Il serait préférable que le texte indique que les organismes visiteurs sont tenus de mettre leur documentation à la disposition de la défense nationale; le texte proposé tient compte de cette remarque.

\+ +

Au § 7, alinéa 1er, de l'article 4 nouveau, l'expression "tout événement qui entraîne la modification ou le retrait dudit document" vise les cas prévus par l'article 9 de l'arrêté royal du 15 février 1952, que le projet abroge.

Il paraît d'autant plus indispensable de préciser les mots "tout événement"que tout manquement à l'obligation établie par cette disposition rend le prestataire passible de poursuites judiciaires.

.../...

Le texte proposé reprend l'article 9 précité.

Les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 11 du texte proposé reprennent respectivement les artioles 15, 16, 17, 18, 19 et 21 de l'arrêté royal du 15 février 1952 précité; à l'article 19 dudit arrêté, les mots "véhicules automobiles" sont remplacés par le mot "véhicules".

Compte tenu de ces observations et d'observations de forme qui ne nécessitent pas de commentaire, le texte suivant est proposé :

ARRETE ROYAL FIXANT LE REGLEMENT DES VEHICULES AUTOMOTEURS, REMORQUES, SEMI-REMORQUES ET ENGINS MECANIQUES EN VUE DE LEUR REQUISITION EVENTUELLE POUR LES BESOINS DES FORCES ARMEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, notamment les articles 4, d, et 44;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° véhicule automoteur, tout véhicule pourvu d'un dispositif de propulsion mécanique indépendante qui utilise la voie publique sans être lié à une voie ferrée, sauf les véhicules dits "engins mécaniques";

2° véhicule automobile, tout véhicule automoteur au sens du 1° autre que les motocyclettes avec ou sans side-car, les cyclomoteurs, les tricycles et les quadricycles;

3° remorque, tout véhicule destiné à être tiré par un autre véhicule;

4° semi-remorque, toute remorque sans essieu avant, dont la partie avant repose sur le véhicule auquel elle est accouplée de sorte qu'une partie appréciable de son poids est supportée par ce véhicule;

5° engin mécanique, tout engin pour travaux repris dans l'énumération ci-après :

- tracteur angledozer,
- tracteur bulldozer,
- tracteur avec bac chargeur,
- tracteur avec grue,
- excavatrice sur camion,
- excavatrice sur chenilles,
- excavatrice de tranchée, à godets,
- scraper,
- grader,
- rooter,

.../...

- charrue pour tranchées,
- rouleau compresseur,
- rouleau à pneus multiples,
- rouleau à pied de mouton ,
- bétonnière,
- concasseur - calibreur,
- concasseur - calibreur et tamiseur,
- réchauffeur - épandeuse;

6° véhicule, d'une manière générale, tout véhicule défini dans le présent article.

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale répartit en catégories les véhicules susceptibles de réquisition, d'après l'utilisation qui leur serait réservée en cas de mobilisation partielle ou totale des forces armées.

Pour chaque catégorie de véhicules à recenser, il détermine les numéros de classification, marques, années de fabrication et autres caractéristiques jugées utiles.

Parmi les véhicules ainsi déterminés, il désigne ceux de ces véhicules à retenir pour une réquisition éventuelle.

.../...

Article 3.-

Les organismes visiteurs agréés pour effectuer le contrôle technique des véhicules mettent à la disposition du Ministre de la Défense nationale la documentation nécessaire pour le recensement des véhicules soumis à ce contrôle.

Article 4.-

§ 1er. Pour chaque véhicule recensé et désigné en vue d'une réquisition éventuelle, le commandant des forces de l'intérieur fait préparer, outre les documents de réquisition du modèle 23, un avis de réquisition du modèle 22 et des inventaires, en triple exemplaire, des outils, accessoires et pièces de rechange, conformément aux modèles annexés au présent arrêté.

Ces inventaires sont du modèle 24 A pour les véhicules automobiles, les remorques et les semi-remorques, du modèle 24 M pour les motocyclettes et du modèle 24 E pour les engins mécaniques.

En cas de réquisition, les inventaires devront être complétés et signés par le prestataire avant la livraison du véhicule.

§ 2. Les documents de réquisition et deux exemplaires de l'avis de réquisition non signés sont transmis, accompagnés des trois formulaires de l'inventaire, au commandant de la brigade de gendarmerie dans le ressort de laquelle se trouve la commune où réside le propriétaire ou le détenteur du véhicule.

.../...

§ 3. Le commandant de la brigade de gendarmerie date et signe les deux exemplaires de l'avis de réquisition et les transmet avec les inventaires au bourgmestre de la commune intéressée.

Les documents de réquisition restent classés au siège de la brigade de gendarmerie.

§ 4. Le bourgmestre contresigne les deux exemplaires de l'avis de réquisition et les revêt du sceau de la commune. Dans les sept jours de leur réception, il transmet, avec accusé de réception, au prestataire, un des exemplaires de l'avis de réquisition ainsi que les trois formulaires d'inventaire. Il conserve l'autre exemplaire et y annexe l'accusé de réception.

§ 5. Le bourgmestre organise d'avance l'itinéraire pour la distribution des documents de réquisition qui lui seront remis au moment de la mobilisation des forces armées.

§ 6. Dès que l'ouverture du droit de réquisition est décrétée au profit des forces armées, la réquisition des biens qui font l'objet d'un avis de réquisition est réservée exclusivement à l'autorité militaire

§ 7. Sous peine de poursuites judiciaires, tout détenteur d'un avis de réquisition du modèle 22 est tenu d'avertir le bourgmestre dans les quinze jours :

1° de la vente, de l'exemption de la réquisition, de la perte, du vol, de la destruction, de la mise hors service définitive ou du départ définitif à l'étranger du véhicule désigné;

.../...

2° du changement de résidence du prestataire ou de la remise définitive du véhicule dans un garage, hangar ou endroit quelconque situé sur le territoire d'une commune autre que celle figurant sur l'avis de réquisition.

En avertissant le bourgmestre, le déclarant lui remet, contre reçu, l'avis de réquisition dûment complété en ce qui concerne la mutation, et s'il s'agit d'un véhicule soumis au contrôle technique, le certificat de visite délivré par l'organisme visiteur.

Le bourgmestre transmet ces documents et l'exemplaire de l'avis de réquisition qu'il détient au commandant de la brigade de gendarmerie qui en accuse réception et les transmet, avec les documents de réquisition correspondants, au commandant des forces de l'intérieur.

Le commandant des forces de l'intérieur établit, s'il y a lieu, de nouveaux documents de réquisition qui sont soumis aux formalités prévues aux §§ 2, 3 et 4.

En cas de décès du prestataire, les ayants droit sont tenus de se conformer aux dispositions du présent paragraphe.

§ 8. Si le commandant des forces de l'intérieur prescrit le retrait de documents mis en circulation conformément aux §§ 2, 3 et 4, le bourgmestre fait reprendre, contre reçu, les avis de réquisition remis aux prestataires et les transmet, avec les exemplaires qu'il détient, au commandant de la brigade de gendarmerie qui en accuse réception et les renvoie au commandant des forces de l'intérieur avec les documents de réquisition correspondants.

.../...

Article 5.-

Dès la mobilisation des forces armées le prestataire d'un véhicule désigné pour la réquisition est tenu d'obtempérer aux instructions figurant sur l'avis de réquisition.

La non-réception éventuelle de l'ordre de réquisition correspondant ne peut en aucun cas justifier le défaut de présentation du véhicule à la commission de réquisition.

Article 6.-

Si un militaire en congé illimité, prestataire d'un véhicule désigné pour la réquisition, est le conducteur habituel de ce véhicule et que la livraison de celui-ci coïncide avec le rappel sous les armes de l'intéressé, ce dernier doit, en premier lieu, conduire le véhicule à la commission de réquisition indiquée sur l'avis ou sur l'ordre de réquisition. Il n'obtempérera à son ordre de rappel qu'après avoir été libéré par la commission de réquisition.

Si le rappel du prestataire précède la réquisition, il obtempère sans délai à son ordre de rappel; mais il est tenu, au préalable, de désigner au bourgmestre de la commune où il réside, la personne qu'il aura chargée d'assumer à sa place, pendant la durée de son rappel sous les armes, les prestations auxquelles il est tenu en vertu de son avis ou de son ordre de réquisition.

.../...

Article 7.-

Les conducteurs de véhicules désignés pour la réquisition se muniront de vivres pour quarante-huit heures.

Article 8.-

La désignation d'une remorque en vue de la réquisition éventuelle entraîne de plein droit la désignation, aux mêmes fins, du véhicule autmmobile qui la tire habituellement, quelles qu'en soient la marque et les caractéristiques.

Article 9.-

Les véhicules devront, lors de la réquisition, être pourvus de leur outillage, de leurs accessoires, de leurs objets de rechange, de leur plein d'essence et d'huile et, éventuellement, de leur équipement spécial. En outre, les camions automobiles devront être pourvus d'un approvisionnement de cinquante litres d'essence en bidons et de quatre litres d'huile en bidons; les camions-citernes et remorques-citernes à essence devront être livrés avec leur plein d'essence.

Article 10.-

Le recensement des engins mécaniques nécessaires aux forces armées en cas de mobilisation est assuré annuellement par les délégués du Ministre de la Défense nationale.

.../...

Ces délégués relèvent directement auprès des propriétaires ou détenteurs de ce matériel, le nombre d'engins mécaniques retenus pour la réquisition éventuelle.

Article 11.-

Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à l'article 32 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

Article 12.-

L'arrêté royal du 15 février 1952 fixant le règlement sur le recensement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, en vue de leur réquisition éventuelle pour les besoins des forces armées, est abrogé à l'exception de ses annexes.

Celles-ci, telles qu'elles sont modifiées, seront jointes avec l'annexe 24 E au présent arrêté.

Article 13.-

Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Communications,

Het koninklijk besluit van 15 februari 1952 wordt door het ontwerp zo grondig gewijzigd, dat het verkieslijk lijkt er een nieuw besluit voor in de plaats te stellen. Het heeft immers 21 artikelen (de artikelen 22, 23 en 24 bevatten de opheffingsbepaling, het formulier van inwerkingtreding en het uitvoeringsformulier); het ontwerp dient om de artikelen 1 tot 4 en 20 te vervangen, 5 tot 14 op te heffen en 19 te wijzigen. Alleen de artikelen 15, 16, 17, 18 en 21 blijven onveranderd.

Dezelfde opmerking geldt voor de bijlagen.

Een nieuw besluit is des te meer verantwoord, daar de houders van eventueel opgeëiste voertuigen de tekst gemakkelijk moeten kunnen raadplegen. dit is zonder naar een vroegere over hetzelfde onderwerp te moeten teruggrijpen.

Het opschrift van het nieuwe besluit kan dan worden gelezen als volgt :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van het reglement van voertuigen met eigen beweegkracht, aanhangwagens, opleggers en mechanisch tuig, met het oog op hun eventuele opeising voor de krijgsmacht".

\+ +

.../...

Alleen de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen is rechtsgrond voor het ontwerp. De alinea's 2 tot 5 van de aanhef dienen dus te vervallen.

De considerans is niet onontbeerlijk en kan dus ook vervallen.

Het nieuwe artikel 3 voegt in het besluit de regeling in die in feite reeds werkt.

Het ware verkieslijk in de tekst te zeggen, dat de schouwingsorganen hun documentatie ter beschikking van landsverdediging moeten stellen; de voorgestelde tekst houdt hiermede rekening.

\+ +

In § 7, eerste lid, van het nieuwe artikel 4 slaan de woorden "elke gebeurtenis die een wijziging of het intrekken van bedoeld bescheid noodzakelijk maakt" op de gevallen bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 15 februari 1952, welk artikel het ontwerp opheft.

Een verduidelijking van de woorden "elke gebeurtenis" lijkt des te meer noodzakelijk, daar iedere tekortkoming aan de hier opgelegde verplichting de verstrekker aan rechtsvervolging blootstelt.

.../...

In de voorgestelde tekst is dat artikel 9 overgenomen.

De artikelen 5, 6, 7, 8, 9 en 11 van de voorgestelde tekst zijn onderscheidenlijk de artikelen 15, 16, 17, 18, 19 en 21 van het koninklijk besluit van 15 februari 1952; in artikel 19 van dat besluit wordt het woord "motorvoertuigen" vervangen door "voertuigen".

Met inachtneming van deze opmerkingen en van een aantal opmerkingen over de vorm die geen commentaar behoeven, wordt voorgesteld de tekst te lezen als volgt :

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN HET REGLEMENT VAN VOERTUIGEN MET EIGEN BEWEEGKRACHT, AANHANGWAGENS, OPLEGGERS EN MECHANISCH TUIG, MET HET OOG OP HUN EVENTUELE OPEISING VOOR DE KRIJGSMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen, inzonderheid op de artikelen 4, d, en 44;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° voertuig met eigen beweegkracht, elk voertuig voorzien van een onafhankelijke mechanische voortstuwingsinrichting, dat op de openbare weg rijdt zonder een spoor te behoeven, behalve voertuigen genaamd "mechanisch tuig";

2° motorvoertuig, elk voertuig met eigen beweegkracht in de zin van 1°, behalve motorrijwielen met of zonder zijspan, rijwielen met hulpmotor, motordriewielers en motorvierwielers;

3° aanhangwagen, elk voertuig dat bestemd is om door een ander te worden voortbewogen;

4° oplegger, elke aanhangwagen zonder vooras, waarvan het voorste gedeelte steunt op het voertuig waaraan het gekoppeld is, zodat een aanmerkelijk deel van zijn gewicht door dit voertuig gedragen wordt;

5° mechanisch tuig, tuig voor werken, opgesomd in onderstaande lijst :

- tractor angledozer,
- tractor bulldozer,
- tractor met laadbak,
- tractor met kraan,
- graafmachine op vrachtwagen,
- graafmachine op rupsbanden,
- sleuvengraafmachine met emmerketting,
- scraper,
- grader,
- rooter,

.../...

- sleuvenploeg,
- wegwals,
- wals met meervoudige banden,
- schapepootwals,
- betonmolen,
- breek - en kalibreermachine,
- breek - kalibreer- en zeefmachine,
- teeropwarmer - spreider;

6° voertuig, in het algemeen, elk in dit artikel omschreven voertuig.

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging deelt de opeisbare voertuigen in categorieën in, volgens de wijze waarop zij bij gedeeltelijke of algehele mobilisatie van de krijgsmacht zouden worden gebruikt.

Voor iedere categorie te tellen voertuigen bepaalt hij rangschikkingsnummers, merken, bouwjaren en andere nuttig geachte kenmerken.

Onder de aldus bepaalde voertuigen wijst hij die aan, welke voor eventuele opeising in aanmerking komen.

.../...

Artikel 3.-

De schouwingsorganen die voor het technisch controleren van voertuigen erkend zijn, stellen de nodige documentatie voor de telling van aan die controle onderworpen voertuigen ter beschikking van de Minister van Landsverdediging.

Artikel 4.-

§ 1. Voor elk geteld en voor eventuele opeising aangewezen voertuig doet de commandant van de binnenlandse strijdkrachten, buiten de opeisingsbescheiden model 23, een opeisingsbericht model 22 en boedellijsten in drievoud van het gereedschap, het toebehoren en de wisselstukken, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde modellen voorbereiden.

Die boedellijsten zijn van het model 24 A voor motorvoertuigen, aanhangwagens en opleggers, van het model 24 M voor motorrijwielen en van het model 24 E voor mechanisch tuig.

In geval van opeising moet de verstrekker die lijsten invullen en ondertekenen vóór hij het voertuig inlevert.

§ 2. De opeisingsbescheiden en twee exemplaren van het opeisingsbericht worden ongetekend, samen met de drie formulieren van de boedellijst, bezorgd aan de commandant van de Rijkswachtbrigade in wier gebied de gemeente, waarin de eigenaar of houder van het voertuig woont, is gelegen.

.../...

§ 3. De commandant van de Rijkswachtbrigade dateert en ondertekent de twee exemplaren van het opeisingsbericht en stuurt ze samen met de boedellijsten aan de burgemeester van de betrokken gemeente.

De opeisingsbescheiden blijven bewaard ten zetel van de Rijkswachtbrigade.

§ 4. De burgemeester ondertekent mede beide exemplaren van het opeisingsbericht en voorziet ze van het zegel der gemeente. Binnen zeven dagen na de ontvangst ervan zendt hij de verstrekker, met bericht van ontvangst, één der exemplaren van het opeisingsbericht en de drie formulieren van de boedellijst. Hij houdt het andere exemplaar en voegt het bericht van ontvangst erbij.

§ 5. De burgemeester organiseert vooraf de ronde voor de uitdeling van de opeisingsbescheiden, die hem bij de mobilisatie van de krijgsmacht toevertrouwd zullen worden.

§ 6. Zodra het recht van opeising ten bate van de krijgsmacht afgekondigd wordt, is alleen de militaire overheid bevoegd tot het opeisen van de goederen die het voorwerp zijn van een opeisingsbericht.

§ 7. Op straf van rechtsvervolging is elke houder van een opeisingsbericht model 22 verplicht, de burgemeester binnen vijftien dagen kennis te geven van :

1° de verkoop, de vrijstelling van opeising, het verlies, de diefstal, de vernieling, de definitieve buitendienststelling of het definitief vertrek naar het buitenland van het opgegeven voertuig;

.../...

2° de verandering van verblijfplaats van de verstrekker of de definitieve afgifte van het voertuig in een garage, loods of enige plaats op het grondgebied van een andere gemeente dan het opeisingsbericht vermeldt.

De aangever verwittigt de burgemeester en overhandigt hem meteen, tegen ontvangbewijs, het met betrekking tot de ingetreden wijziging behoorlijk ingevulde opeisingsbericht en, wanneer het een aan de technische controle onderworpen voertuig betreft, het door het schouwingsorgaan afgegeven schouwingsbewijs.

De burgemeester zendt deze bescheiden en het door hem bewaarde exemplaar van het opeisingsbericht aan de commandant van de Rijkswachtbrigade; deze bericht de ontvangst ervan en bezorgt ze, samen met de overeenkomstige opeisingsbescheiden, aan de commandant van de binnenlandse strijdkrachten.

Zo nodig maakt de commandant van de binnenlandse strijdkrachten nieuwe opeisingsbescheiden op, waarvoor dan de onder §§ 2, 3 en 4 voorgeschreven formaliteiten vervuld worden.

Komt de verstrekker te overlijden, dan moeten de rechthebbenden zich naar de bepalingen van deze paragraaf gedragen.

§ 8. Wanneer de commandant van de binnenlandse strijdkrachten de intrekking van de overeenkomstig de §§ 2, 3 en 4 in omloop gebrachte bescheiden voorschrijft, doet de burgemeester de aan de verstrekkers uitgereikte opeisingsberichten tegen ontvangbewijs terugnemen en zendt hij ze, samen met de door hem

.../...

bewaarde exemplaren, aan de commandant van de Rijkswachtbrigade; deze bericht de ontvangst ervan en bezorgt ze, samen met de overeenkomstige opeisingsbescheiden, aan de commandant van de binnenlandse strijdkrachten.

Artikel 5.-

Zodra de krijgsmacht gemobiliseerd wordt, is de verstrekker van een voor opeising aangewezen voertuig ertoe gehouden aan de op het opeisingsbericht voorkomende onderrichtingen gevolg te geven.

De omstandigheid dat geen opeisingsbevel werd ontvangen, kan in geen geval gelden als rechtvaardiging van het niet-voorbrengen van het voertuig vóór de opeisingscommissie.

Artikel 6.-

Zo een militair met onbepaald verlof, verstrekker van een voor opeising aangewezen voertuig, dat voertuig gewoonlijk bestuurt en de inlevering ervan samenvalt met de wederoproeping onder de wapens van de betrokkene, moet deze het voertuig eerst vóór de opeisingscommissie brengen die op het opeisingsbevel of -bericht is aangegeven. Hij geeft aan zijn wederoproepingsbevel slechts gevolg nadat hij door de opeisingscommissie ontslagen is.

Gaat de wederoproeping van de verstrekker aan de opeising vooraf, dan geeft hij onverwijld gevolg aan zijn bevel tot wederoproeping; hij dient echter aan de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft vooraf de persoon aan te wijzen die hij gelast heeft de prestaties, waartoe hij krachtens zijn opeisingsbericht of

.../...

zijn opeisingsbevel is verplicht, in zijn plaats te verrichten zolang hij zelf onder de wapens wederopgeroepen is.

Artikel 7.-

De bestuurders van voor opeising aangewezen voertuigen moeten eten voor achtenveertig uren meebrengen.

Artikel 8.-

Door het feit zelf dat een aanhangwagen voor eventuele opeising aangewezen is, wordt het motorvoertuig dat de wagen gewoonlijk sleept, van rechtswege aangewezen, welke ook het merk en de kenmerken er van zijn.

Artikel 9.-

De voertuigen moeten, bij de opeising, met al hun gereedschap, toebehoren, wisselstukken, gevulde benzine- en oliebakken en, in voorkomend geval, met hun bijzondere uitrusting worden ingeleverd. Bovendien moeten de vrachtwagens een voorraad van vijftig liter brandstof en vier liter olie, beide in kruiken, meevoeren; tankwagens en -aanhangwagens voor benzine moeten vol geleverd worden.

Artikel 10.-

De telling van het mechanisch tuig dat de krijgsmacht in geval van mobilisatie nodig heeft, wordt jaarlijks gedaan door gemachtigden van de Minister van Landsverdediging.

.../...

Die gemachtigden nemen rechtstreeks bij de eigenaars of houders van dit materieel, het getal van het voor eventuele opeising in aanmerking komend mechanisch tuig op.

Artikel 11.-

Overtreding van dit besluit wordt gestraft overeenkomstig artikel 32 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen.

Artikel 12.-

Het koninklijk besluit van 15 februari 1952 tot vaststelling van het reglement op de telling van motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig, met het oog op gebeurlijke opeising voor de krijgsmacht wordt opgeheven, met uitzondering van de bijlagen.

Die bijlagen, zoals ze zijn gewijzigd, zullen met bijlage 24 E bij dit besluit worden gevoegd.

Artikel 13.-

Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.